

## Relever ensemble les défis de la transition écologique

[Lien vers EURACTIV](#)

La crise ukrainienne nous le rappelle cruellement et brutalement, la politique énergétique de l'Europe n'est pas seulement déterminante pour notre économie, essentielle pour mener la bataille contre le changement climatique, fondamentale pour notre capacité à innover, à inventer la transition écologique, elle est aussi un enjeu géostratégique majeur. Elle a été malheureusement délaissée pendant trop longtemps, si bien qu'aujourd'hui la somme des politiques énergétiques nationales des États membres de l'Union nous affaiblit plutôt qu'elle ne nous renforce. Pourtant, en 2007, l'Union européenne se posait en leader mondial de la lutte contre le réchauffement climatique, mais après les négociations ratées de Copenhague, l'absence d'une stratégie industrielle d'appui et l'effondrement de notre marché des droits à émission de CO<sub>2</sub>, force est de constater que nous ne sommes plus suffisamment moteur sur ces questions. Pendant ce temps, le monde avance. Les États-Unis deviennent exportateur net d'énergie grâce à une nouvelle révolution hydrocarbure, assurant une énergie à coût faible à son industrie, alors que nous peinons à opposer une alternative réellement renouvelable et abordable, capable de garantir l'indépendance de notre continent et la compétitivité de nos entreprises. La Chine, qui reste l'un des plus grands pollueurs, développe une industrie de premier plan en matière de renouvelables alors que nos entreprises sont à la peine.

Cet état de fait appelle une réponse urgente et déterminée. La prochaine Commission européenne devra engager la transition écologique. Elle est une composante essentielle et stratégique de la réorientation européenne que prônent le Président de la République française, François Hollande, et les progressistes, la seule politique capable de nous sortir de la crise. Cela nécessite d'en faire le fil conducteur d'une stratégie d'investissement au service d'un nouveau modèle économique soutenable et d'œuvrer concomitamment dans trois grandes directions.

Communauté de l'Énergie : Indépendance, interconnexion, inclusion

Parce que nous sommes interdépendants, nous devons opérer collectivement nos choix en matière d'énergies sur la base d'une vision commune des besoins et d'une plus grande solidarité, permettant l'indépendance énergétique du continent. C'est le fondement de la Communauté Européenne de l'Énergie que nous devons lancer.

Aujourd'hui, chaque État membre est responsable de son mix énergétique et de sa sécurité d'approvisionnement. Ce système est à la fois coûteux et inefficace et expose chacun d'entre nous davantage, alors que l'indépendance énergétique de l'Europe est atteignable d'ici la fin de la mandature qui s'ouvre, si nous nous en donnons les moyens. La sortie précipitée du nucléaire en Allemagne autant que le tout nucléaire français sont en ce sens les exemples polaires mais typiques des écueils à éviter, où les préférences nationales s'imposent sans coordination et au détriment de l'intérêt général européen. Une concertation en amont, ainsi que des choix stratégiques collectifs doivent être faits pour établir au niveau communautaire et de chacun des États, les choix énergétiques ordonnés dans le temps et cohérents au sein des États membres, de l'Union et de nos partenaires et voisins.

Pour cela, il sera nécessaire de repenser radicalement, d'une part les interconnexions européennes en matière d'électricité et d'hydrocarbures et les choix technologiques que nous faisons. L'Union doit devenir la championne de la diversification dans les énergies renouvelables : éolien et photovoltaïque, qu'il ne faut pas abandonner aux autres puissances et notamment à la Chine ; énergies marine, hydraulique, géothermique, captation et stockage du CO2. Recherche approfondie dans le respect de l'application stricte du principe de précaution qui doit continuer de sous-tendre toutes nos politiques environnementales et sanitaires.

Enfin, nous ne pouvons ignorer que nous ne sommes pas tous également dotés en matière énergétique. Ceci implique une logique solidaire et inclusive, car un réseau est déterminé par la force de son maillon le plus faible. Aussi la production, autant que les infrastructures essentielles doivent être gérées avec un horizon européen. Cette Communauté de l'Energie est un projet qui a le potentiel de redéfinir en profondeur le fonctionnement de notre Union et d'être un moteur d'intégration aussi puissant qu'a pu l'être la CECA en son temps. Il nécessite un engagement européen tenant compte des intérêts nationaux et du poids des acteurs du secteur.

### Transition énergétique et changement climatique

Cette Europe de l'énergie doit également nous permettre de fixer des objectifs ambitieux et contraignants en matière d'efficacité énergétique : isolation thermique et autosuffisance des bâtiments, réseau de distribution et compteurs "intelligents", transports en commun, véhicules électriques et hybrides. Nous devons pour cela créer des normes strictes et des mesures incitatives, dans un environnement législatif stabilisé, pour mener à bien ces objectifs. L'Europe peut et doit non seulement agir par l'exemple, mais aussi utiliser son pouvoir normatif pour étendre de nouvelles normes environnementales fortes notamment dans le cadre des accords commerciaux et des partenariats politiques de l'Union. Nous devons également employer tous les efforts de notre "diplomatie climatique", afin que la conférence 2015 de l'ONU sur le climat débouche, à Paris, sur un accord mondial de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. L'Union européenne doit pouvoir entraîner la plupart des pays du monde à relever le défi climatique. La volonté affichée de la Chine et des Etats-Unis de faire un pas en avant est de bon augure. Ce sera le premier test majeur pour la nouvelle Commission et l'urgence climatique nous rappelle chaque jour que nous ne pouvons pas nous permettre un nouvel échec des négociations.

### Investissements et Compétitivité

Enfin, l'énergie et la transition écologique sont les gages de notre compétitivité et les vecteurs du renouveau économique. En agissant ainsi, la prochaine Commission pourrait retrouver pleinement sa valeur ajoutée, celle qui relance lorsque beaucoup d'États veillent à l'équilibre de leurs finances publiques. Elle doit surtout permettre le financement de ces investissements cruciaux en mobilisant tous les moyens existants, publics (fonds structurels, BEI) et ressources privées, y compris en mobilisant et en orientant l'épargne des Européens ou les ressources des investisseurs de long terme (fonds de pension, assurances). Mais nous devons également mettre sur pied une nouvelle capacité financière de l'Union sur le modèle des "projects bonds" dont le pilote est concluant, mais sous-dimensionné, pour faire face au grand besoin d'investissement. Le président de la Commission, Monsieur Juncker, a d'ores et déjà indiqué sa

volonté de mettre sur pied un plan d'investissements de près de 300 milliards d'euros. L'énergie et l'environnement devront être au cœur de cette initiative. En l'absence de ressources propres pour le budget de l'Union, le retrait du calcul du déficit des Etats membres de leur contribution au budget de l'Union, qui est un budget d'investissements publics, ne devrait pas être tabou.

Nous devons également nous reposer sur la force de nos entreprises et sur une nouvelle politique industrielle qui sont trop longtemps restées prisonnières de l'incomplétude du marché unique. La logique des "champions nationaux" doit, grâce une politique de concurrence équilibrée, assurer que, sans nuire à la compétition au sein de l'Union, nous serons capables de faire émerger de véritables champions Européens et leaders mondiaux. La France et l'Allemagne auront, ici encore, une responsabilité toute particulière, mais la Commission peut et doit faciliter les rapprochements qui s'imposent.

C'est à ces conditions que la bataille de cette nouvelle révolution industrielle, source pour demain de richesse, d'emplois et de bien-être, pourra être remportée. Elle permettra une stabilité et un contrôle des coûts énergétiques bénéfiques pour toute l'Europe, les entreprises autant que les consommateurs. Ce tournant écologique permettra d'améliorer notre compétitivité, de prémunir les ménages et les entreprises de la flambée des prix de l'énergie ou de panes brutales comme celles de 2006 et de créer des millions d'emplois non délocalisables, même si la question du contenu en emploi des investissements doit faire l'objet d'une attention particulière. Il apportera aussi des réponses efficaces à la précarité énergétique qui touche plus de 100 millions d'Européens.

Les défis européens sont nombreux et la question de l'énergie et de la transition écologique y occupe une place centrale. Seule, cette transition permettra de répondre à la fois au triple défi environnemental, économique et social auquel l'Europe est confrontée, de favoriser son indépendance et sa sobriété énergétique et de l'armer face aux enjeux géostratégiques qui bouleversent le monde. L'Union ne doit pas rater ce rendez-vous et je suis déterminée à y jouer le plus grand rôle possible. C'est au continent européen qu'il revient d'être à l'avant-garde pour inventer ce nouveau modèle de développement qui n'ignore pas l'économie circulaire et qui respecte la planète, tout en faisant d'un emploi décent pour tous une vraie priorité. C'est l'intérêt des Etats membres et des Européens. C'est le meilleur moyen de redonner du sens à la construction européenne pour restaurer la confiance des Européens, la meilleure contribution possible de l'Union à la correction de ses déséquilibres internes et à l'équilibre de la planète.